

LE PROGRAMME

Téhéran, Washington,

(2^e partie et fin)

Par Mostefa Zeghleche

Maintenir le flou autour d'une évidence (nucléaire) ne dissipe pas celle-ci et n'autorise pas à porter un jugement de valeur sur autrui. Rappelons seulement qu'en 1986, Morchedai Vanunu, technicien à la centrale de Dimona, avait fait des révélations publiques sur le programme nucléaire israélien. Cela lui avait coûté une condamnation de 18 ans de prison. De même le lapsus révélateur de l'ex-Premier ministre israélien E. Olmert, en 2006, lorsqu'il avait indiqué, involontairement, qu'Israël avait l'arme nucléaire !⁽¹⁶⁾ L'opposition d'Israël à tout accord nucléaire avec l'Iran et aux appels des Etats arabes de la région en faveur d'un Moyen-Orient dénucléarisé ne règle pas la problématique du nucléaire militaire israélien et ne disculpe pas les Etats occidentaux alliés d'Israël, notamment ceux qui détiennent l'arme nucléaire, de l'abus dans l'usage de la pratique du «un poids,

cano-américain. Fort heureusement, il y a des esprits lucides et réalistes même en Israël qui admettent l'échec de la politique extrémiste des dirigeants jusqu'au-boutistes israéliens, à l'image du journaliste Nahum Barnea qui écrit notamment : «Il serait temps de cesser de fantasmer et de reprendre pied dans la réalité : Israël ne dispose d'aucune option militaire concernant la destruction du programme nucléaire iranien. Et même si une telle option a pu exister dans le passé, elle est désormais dépassée. Washington ne bombardera pas l'Iran, les principaux partis politiques américains sont hostiles à une action militaire contre Téhéran. Les républicains peuvent bien critiquer Obama, mais ils n'ont aucun désir de se voir attribuer la responsabilité d'une nouvelle intervention armée... Benyamin Netanyahu a placé la lutte contre le programme nucléaire iranien en tête de son agenda politique. Pour lui,

tie dans la région attendront, peut-être, un... autre printemps arabe. Les premières réactions dans certains pays de la région témoignent des clivages et des différences d'appréciation de l'accord nucléaire.

Dans ce cadre, un représentant (sunnite) de l'opposition syrienne en exil, Monzer Akbik, rejette l'accord de Lausanne au prétexte que la levée des sanctions contre Téhéran signifiera davantage de soutien financier pour Bachar Al Assad.

Par ailleurs, une coalition de factions politiques chiites et du Hezbollah libanais a publié un communiqué félicitant l'Iran pour sa victoire «après tant d'années de souffrance, de patience et de confrontation avec l'Occident». Et soulignant «l'exploit historique qui est le fruit d'une longue lutte menée par le peuple iranien, sous la direction de son leadership éclairé, courageux et sage». A Bagdad, Hakim Al Zamil, membre du parti de Moktada Al Sadr, ne cache pas, non plus, sa satisfaction de voir «un Etat musulman posséder un réacteur nucléaire civil qui accroît la puissance de l'Iran»⁽²⁴⁾. Mais à Riyad, le ton est toujours suspicieux à l'égard de Téhéran comme le révèle un analyste saoudien pour qui «nul ne pourra nous convaincre que l'Iran est un pays pacifique»⁽²⁵⁾. Relayé en cela par Turki Al Fayçal, ancien directeur des renseignements saoudiens, qui considère que l'Iran est «un acteur perturbateur et déstabilisateur du monde arabe»⁽²⁶⁾.

L'engagement direct de forces iraniennes (Syrie et Irak) ou indirect à travers le soutien de ses alliés chiites dans la région (Liban et Yémen) est qualifié par les Etats sunnites de subversion et de menace pour leur sécurité. De plus, l'Iran est accusé de vouloir exporter sa révolution vers tous les pays de la région et de manipuler les minorités chiites de ces pays.

Par ailleurs l'intronisation de Salman le 23 janvier 2015 à la tête du royaume d'Arabie Saoudite marque sans doute un tournant dans la politique extérieure du pays. Son prédécesseur Abdallah était presque impotent du fait de la maladie. Durant les dernières années de sa vie, le royaume semblait abdiquer devant la vitalité de la République islamique d'Iran.

Depuis qu'il a pris les rênes du pouvoir, Salman tente d'assainir son entourage, de

nique écrit à ce sujet : «C'est ainsi que l'Etat que nous avons l'habitude de considérer comme un ennemi — l'Iran — commence à apparaître comme un ami potentiel, et que celui que nous traitions comme un allié (Arabie Saoudite) fait de plus en plus figure, si ce n'est d'ennemi, du moins du genre d'ami qui rend inutile l'existence d'ennemis.»⁽²⁸⁾

Si Téhéran semble réussir dans sa politique de déstabilisation des pays sunnites voisins, ce «succès» n'est pas dû seulement à «l'idéologie» que véhiculent les milices chiites au Liban, en Syrie, au Yémen et surtout en Irak, mais plutôt aussi à l'extrémisme wahhabite et à l'absence de l'expression démocratique dans la majorité des monarchies arabes. La force de l'Iran provient de la faiblesse de ses voisins. Et ce n'est certainement pas la coalition de circonstance au Yémen qui le contredirait.

C'est dire aussi que la tâche du président Obama et de son Administration n'est pas aisée. Mais quel sens donner alors à la stratégie américaine envers l'Iran ?

Lors d'un entretien à la National Public Radio, le 29 décembre 2014, le président Obama déclarait que «l'Iran pourrait devenir une puissance régionale prospère s'il parvenait à un accord sur son programme nucléaire»⁽²⁹⁾. Le message a été bien reçu à Téhéran. Une ère nouvelle s'ouvrirait dans les relations entre les deux pays.

En effet, si l'on examine de près les principaux axes de la politique extérieure américaine durant l'ère Obama, on relève que pour le Moyen-Orient, il existe une volonté de mettre en place une stratégie d'équilibre entre les deux grandes branches confessionnelles de l'Islam : chiisme et sunnisme. En plus de la stabilité de la région qu'elle pourrait servir, elle serait d'un apport précieux pour Washington dans sa lutte contre le terrorisme.

Aujourd'hui, et exception faite du Hezbollah libanais qui inquiète plus Tel-Aviv que Washington et des milices chiites irakiennes souvent incontrôlables, force est de croire que les plus grands défis sécuritaires pour l'Amérique sont d'essence sunnite (Etat islamique, Al Nosra, Al Qaeda).

Dans ce cadre, la présence militaire ira-

Fort heureusement, il y a des esprits lucides et réalistes même en Israël qui admettent l'échec de la politique extrémiste des dirigeants jusqu'au-boutistes israéliens, à l'image du journaliste Nahum Barnea qui écrit notamment : «Il serait temps de cesser de fantasmer et de reprendre pied dans la réalité : Israël ne dispose d'aucune option militaire concernant la destruction du programme nucléaire iranien.»

deux mesures», donc de l'iniquité, voire de l'injustice, en instrumentalisant le Conseil de sécurité de l'ONU et l'AIEA au service d'un «super-Etat» et contre «tout le reste».

L'une des nombreuses résolutions de l'AIEA demandant à Israël de se conformer au régime de non-prolifération date du 19 septembre 2009. Elle est restée lettre morte comme bien d'autres, et le dossier nucléaire israélien n'a jamais été transféré au Conseil de sécurité. Et pour semer la psychose au sein de sa propre population, Netanyahu brandit la menace de représailles iraniennes et organise un exercice simulant une évacuation de masse de la population israélienne⁽¹⁷⁾.

Netanyahu est convaincu que tout accord nucléaire avec l'Iran constitue «le plus grave danger pour la paix mondiale depuis les calamités intervenues au milieu du XX^e siècle !»⁽¹⁷⁾⁽⁸⁾. Il déclare qu'un tel accord provoquerait «une course aux armements avec les Etats arabes sunnites de la région»⁽¹⁹⁾. Selon lui, un Iran nucléaire menacerait l'existence même d'Israël dont il demande la reconnaissance par l'Iran comme condition préalable à tout accord. Non content de s'opposer à la légalité internationale, Israël menace de bombarder les installations nucléaires iraniennes !

Par ailleurs, les autorités iraniennes accusent les services israéliens d'être à l'origine de l'assassinat de 5 scientifiques iraniens ayant travaillé sur le projet nucléaire. Tout comme ils les accusent, notamment l'«Unité 822», en collaboration avec la NSA, des très dangereuses cyberattaques (voir sur internet les vers informatiques Stuxnet, Duqu et surtout Flame, un virus «capable d'identifier et de recopier n'importe quel type de fichier, de mémoriser chaque frappe sur le clavier, de faire des captures d'écran, encore d'activer le micro de l'ordinateur pour enregistrer des conversations alentour...»⁽²⁰⁾ dont leurs installations pétrolières et nucléaires ont été les cibles entre 2010 et 2012. Enfin, il a poussé l'audace jusqu'à défier le président de la première puissance mondiale en prononçant un discours au Congrès, le 3 mars 2015, sans avoir été invité par Obama.

Il s'est incrusté, sans retenue et avec l'aide de ses fidèles supporters républicains, dans un débat de politique étrangère améri-

l'Iran est l'Allemagne hitlérienne. Il espérait que Téhéran renoncerait à son projet, s'effondrerait en raison des sanctions, ou serait mis à genoux par une intervention américaine. Rien de tout cela ne s'est produit. Israël s'est lamentablement trompé.»⁽²¹⁾ Un analyste conclut sur un site israélien : «Même Israël devrait apprendre à vivre avec !»⁽²²⁾ C'est aussi, un peu, la conclusion à laquelle semblent être parvenus les dirigeants occidentaux.

Un accord nommé «séisme» : il n'y a pas que les Occidentaux et les Israéliens qui redoutent un programme nucléaire militaire iranien. Il y a aussi les Etats arabes voisins sunnites, notamment l'Arabie Saoudite et ses alliés du Conseil de coopération du Golfe et d'autres comme l'Egypte du maréchal Abdel Fattah al-Sissi.

Ce ne sont certainement pas les bonnes intentions exprimées par le vice-ministre iranien des Affaires étrangères déclarant que son pays n'essayait pas de développer l'arme nucléaire» et invitant «les autres acteurs de la région, y compris Israël, à avoir les mêmes intentions et détruire leurs têtes nucléaires»⁽²³⁾ qui les rassurent.

Malgré les assurances répétées des Américains, soutenus en cela par les autres puissances occidentales et impliquant la Chine, la Russie et l'ONU, un Iran doté de l'arme nucléaire ou simplement maîtrisant le processus de sa fabrication inquiète le monde sunnite.

En l'absence de démocratie dans cette partie du monde, ce qui aurait pu se limiter à une question de prolifération nucléaire a été récupéré par des officines politiques qui trouvent leurs comptes dans... un règlement de comptes entre chiites et sunnites. C'est avec un grand émoi et une profonde désolation que nous assistons à l'effritement et à la déchirure d'un Moyen-Orient jadis berceau de grandes civilisations et des trois grandes religions monothéistes.

Le «printemps arabe» qui était porteur de grands espoirs d'émancipation, de démocratie et de développement pour des peuples longtemps marginalisés a été dévoyé et dépourvu de son idéal au profit de forces occultes et rétrogrades internes et externes exploitant les antagonismes ethniques et confessionnels. La Palestine et la démocra-

Cors d'un entretien à la National Public Radio, le 29 décembre 2014, le président Obama déclarait que «l'Iran pourrait devenir une puissance régionale prospère s'il parvenait à un accord sur son programme nucléaire». Le message a été bien reçu à Téhéran. Une ère nouvelle s'ouvrirait dans les relations entre les deux pays.

redresser la situation après les déboires sunnites en Irak, en Syrie et au Yémen et de raffermir le leadership de Riyad au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Il faut souligner que le rôle de leader que tente d'imposer Riyad à ses partenaires au sein du CCG n'est pas une sinécure. L'unanimité est loin d'être acquise autour du point de vue de Riyad sur l'Iran. En effet, le sultanat d'Oman opte pour un rôle de facilitateur entre l'Iran et les EU, tandis qu'Abu Dhabi, Doha et Kuwait City préfèrent se préserver une marge de manœuvre avec l'Iran. Pour preuve, à l'exception de Riyad et de Manama (Bahreïn), les Etats du CCG avaient «accueilli positivement l'accord de novembre 2013»⁽²⁷⁾.

Dans ce cadre, le rétablissement de l'économie iranienne, la possible résurgence en force de l'Iran sur la scène internationale à travers un accord nucléaire et un rapprochement avec les EU est le pire scénario redouté par les pétromonarchies du Golfe, à leur tête l'Arabie Saoudite. Un journaliste britan-

nienne sur le terrain est acceptée par Washington, notamment en Irak.

Dans ce pays, les circonstances ont fait que le paradoxe soit devenu un fait ordinaire lorsqu'on découvre que les éléments de la force iranienne «Al-Qods»⁽³⁰⁾, la branche extérieure des Gardiens de la Révolution, dirigés par le général-major Ghassem Soleimani, combattent les éléments de l'Etat islamique à côté des forces (aériennes) américaines, des forces régulières, des milices chiites et de certaines tribus sunnites irakiennes.

Dans ce cadre, l'assistance irano-chiite est plutôt appréciée, quand bien même le département d'Etat déclare dans un récent communiqué, que les EU ne «coordonnent pas militairement» avec l'Iran en Irak, et que le ministre des Affaires étrangères Ibrahim Al Jafari déclare que «l'Iran soutient l'Irak, mais n'interfère pas dans sa souveraineté et ceci ne signifie pas que l'Irak est en train de devenir perse»⁽³¹⁾.